

La taxe sur l'air existe !

On en parle on en parle, on plaisante avec dans les diners et bam : un jour, cela arrive vraiment. Le mérite de l'invention de la taxe sur l'air ne revient pas à un jeune énarque de Bercy, mais à l'administration de l'aéroport de Caracas au Venezuela. Désormais, les passagers doivent s'acquitter de la coquette somme de 127 bolivars (soit environ 15 euros) pour... financer le système de climatisation de l'aéroport.

Pourtant, il ne fait pas spécialement étouffant à Caracas : 28 degrés aujourd'hui au plus chaud de la journée. Mais ce n'est pas tant pour rafraîchir l'air ambiant que pour l'assainir qu'un système de climatisation ultra- moderne, capable de filtrer l'air et d'éliminer poussières et microbes aurait été installé. Un système apparamment couteux, puisqu'il fonctionne à l'ozone, un gaz à très fort potentiel désinfectant mais qui ne doit absolument pas se retrouver dans l'air respiré, car il est irritant et même toxique...

Les compagnies aériennes étrangères fuient le Vénézuéla

Mais CNN qui rapporte l'affaire souligne qu'il y a sans doute une autre raison à l'établissement de cette taxe élevée : le contrôle des changes, qui pénalise fortement les compagnies aériennes étrangères, qui perdent énormément d'argent en assurant la desserte du Vénézuéla. Les passagers achetant leurs billets en monnaie locale, les compagnies aériennes se retrouvent piégées par les lois protectionnistes du pays empêchant la conversion en devises, ou alors à un taux de change officiel, très éloigné de la parité réelle des monnaies entre elles... Le taux de change officiel entre le bolivar vénézuélien et le dollar américain est ainsi de 1 dollar pour 6,3 bolivars, mais dans les faits, la parité réelle entre les deux monnaies serait de 1 dollar pour 8,5 ou 10 bolivars.

Résultat, la taxe prélevée par l'aéroport pour la climatisation serait en quelque sorte une indemnisation déguisée pour tenter de retenir les compagnies étrangères qui fuient le pays. La taxe payée par les passagers servirait alors à réduire les taxes d'aéroport payées par les compagnies, alors que plusieurs d'entre elles ont annoncé une suspension des vols ou une forte réduction des rotations à la rentrée. Cela sera-t-il suffisant pour sauver l'aéroport de Caracas ? Réponse à la rentrée, quand les compagnies étrangères appliqueront leurs nouveaux programmes de vol.